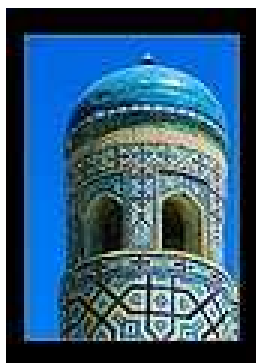


GEOPOLITIQUE DES NATIONS EN ASIE CENTRALE :
LES PARADOXES DE L'HISTOIRE.



GEOPOLITIQUE DES NATIONS EN ASIE CENTRALE
LES PARADOXES DE L'HISTOIRE.

Mémoire de géopolitique
du chef d'escadron Xavier RENARD
dans le cadre du séminaire « Géopolitique de l'Asie centrale »

Directeur : Arnaud KALIKA

Mars 2007

FICHE DOCUMENTAIRE

1. Géopolitique des nations en Asie centrale : les paradoxes de l'histoire.
2. 2006_memoire_geop_nation asie centrale_renard xavier_c5
3. Chef d'escadron , armée de Terre, RENARD Xavier, France
4. 9 mars 2007
5. Division C – groupe C5
6. Mémoire de géopolitique
7. La construction des nations en Asie centrale rassemble les thèses de Johann Gottlieb Fichte et de Ernest Renan autour d'un double paradoxe historique. Alors que la politique soviétique avait pour objectif de casser les grands ensembles transnationaux (panislamisme, panturquisme et perse), elle a en fait donné aux futures républiques d'Asie centrale les éléments objectifs de leur construction nationale : territoire, gouvernement, population. Elle conforte ainsi la thèse de Johann Gottlieb Fichte. C'est le premier paradoxe de l'histoire. Mais le processus de construction national s'articule aussi depuis les indépendances autour des politiques volontaristes et autoritaires des gouvernements. L'idée de Ernest Renan est ainsi confortée. C'est le second paradoxe de l'histoire.
8. Asie centrale, Etat, histoire, nationalisme, nation, paradoxe.

SOMMAIRE

RUSSIE ET URSS, L'ORIGINE DES NATIONS CENTRE ASIATIQUES

La politique russe : une influence déterminante

La politique soviétique : l'ébauche des nations

L'AFFIRMATION DES NATIONS

Le rôle des régimes politiques

La symbolique identitaire

Les autres influences

PANORAMA DES NATIONS EN ASIE CENTRALE

Le Kazakhstan

Le Kirghizistan

L'Ouzbékistan

Le Tadjikistan

Le Turkménistan

INTRODUCTION

En 1991, Mikhaïl Gorbatchev organise un référendum sur le futur statut de l'Union soviétique. Les républiques d'Asie centrale votent massivement pour le maintien de l'appareil d'Etat soviétique. Pourtant, quelques mois plus tard, elles accèdent toutes à une indépendance « par défaut ». Elles rejettent alors en bloc leur passé soviétique, affirment vis-à-vis de l'URSS une forte volonté d'indépendance politique et se dotent rapidement de tous les symboles des Etats-nation : drapeau, hymne, armoireries.

Créées entre 1924 et 1936 dans leurs frontières, leur nom et leur langue par le pouvoir soviétique soucieux de rompre avec un passé trop riche, les cinq républiques d'Asie centrale (Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Turkménistan) n'ont pas de passé historique. Elles semblent d'autant plus artificielles et fragiles. Pourtant l'idée de nation a pris racine dans chacune de ces républiques et on peut affirmer que le nationalisme des populations est désormais une réalité.

Comment ce revirement a-t-il été possible ? Les gouvernements de ces pays désirent-ils recréer des petites républiques soviétiques ou l'irruption de ces Etats traduit-elle l'existence de sociétés anciennes enfouies sous des influences locales ou régionales russes puis soviétiques ? Tout l'enjeu des nouvelles républiques indépendantes serait-il donc de faire exister un Etat national qui n'a de réalité ni sur le terrain ni dans les mentalités ? Le défi géopolitique des pouvoirs en place pourrait donc être de construire des nations sur des territoires marqués par une hétérogénéité ethnique et des frontières complexes.

Lorsqu'Ernest Renan prononce sa conférence¹ à la Sorbonne en 1882 sur l'idée de nation, il s'agit d'abord d'un texte de circonstance destiné à répondre à la thèse allemande du début du 19^{ème} siècle de Johann Gottlieb Fichte. Il légitime ainsi l'annexion de l'Alsace et la Lorraine. Au nationalisme objectif de Johann Gottlieb Fichte fondé sur le concept de race et de langue, il oppose le nationalisme subjectif fondé sur « le consentement, le désir exprimé de continuer une vie commune ». « L'existence d'une nation est un plébiscite de tous les jours ». A cette même époque, la Russie achève la conquête de l'Asie centrale suscitant les premières réactions nationalistes kazakhes.

¹ Ernest Renan « Qu'est-ce qu'une nation ? », conférence faite en Sorbonne le 11 mars 1882.

La particularité de la géopolitique des nations en Asie centrale est de réunir les deux thèses évoquées précédemment autour d'un double paradoxe historique. Tout d'abord, premier paradoxe, alors que leurs créations avaient pour objectif d'affaiblir les nationalismes locaux et régionaux, l'instauration des républiques socialistes allait fournir un siècle plus tard aux Etats un cadre et des moyens d'actions pour développer ces mêmes nationalismes. Ensuite, second paradoxe de l'histoire, les dérives autoritaires des régimes politiques contribuent directement et sensiblement au renforcement de l'idée de nation auprès des populations. Faute de passé, les nouvelles nations se construisent par le haut avec un Etat fort inventant différentes légitimités pour s'imposer et imposer une identité nationale. La période actuelle peut donc se définir pour ces républiques comme une réelle période de transition.

Pour démontrer cette thèse, il convient dans un premier temps de faire un point de situation précis sur le rôle de la Russie puis de l'URSS jusqu'à l'indépendance des républiques dans le processus de construction nationale. Il sera alors possible de montrer comment l'idée de nation continue de s'affirmer dans ces mêmes républiques. Enfin, un panorama des nations par république concluera l'étude.

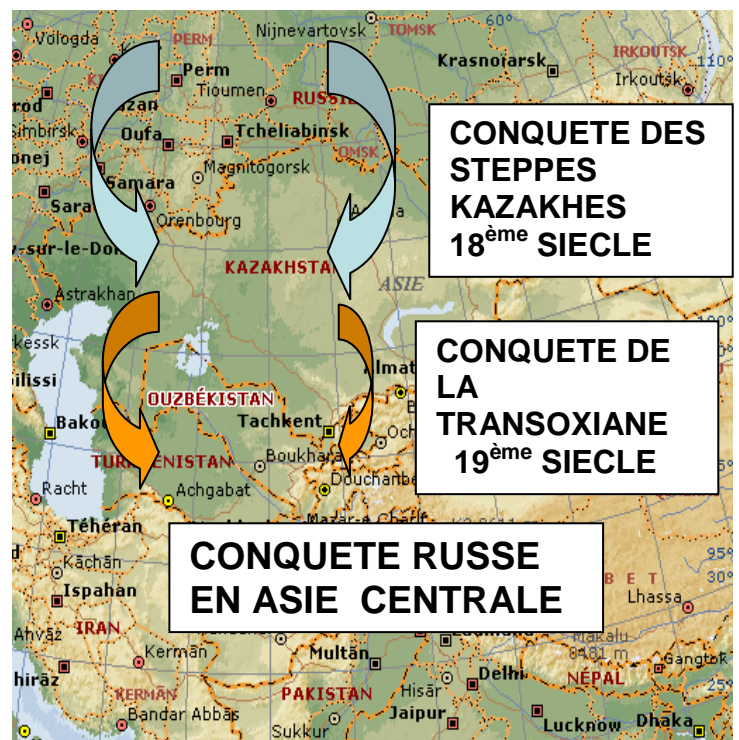
RUSSIE ET URSS, L'ORIGINE DES NATIONS CENTRE ASIATIQUES

Les nations d'Asie centrale trouvent, paradoxe de l'histoire, leurs fondements dans la Russie puis dans l'URSS. En effet, alors que la politique des nationalités de Lénine reprise et mise en œuvre par Staline avait pour objectif de briser les nationalismes existants en créant une multitude de petits peuples concurrents ayant en théorie autant de droit que les grands, elle suscite un nationalisme qui n'existait pas précédemment. Elle pose ainsi les fondements objectifs définis par l'Allemand Johann Gottlieb Fichte de ce qui sera un siècle plus tard les républiques indépendantes d'Asie centrale.

Il semble donc intéressant d'étudier la politique russe sur l'Asie centrale puis de voir en quoi cette politique prolongée par celle de l'URSS a participé à la définition des nations.

11. La politique russe : une influence déterminante.

La conquête de l'Asie centrale du milieu du 19^{ème} siècle au début du 20^{ème} est l'aboutissement d'un processus ancien d'expansion de l'Empire russe. Cette expansion possède deux caractéristiques majeures. Tout d'abord, il existe un caractère de continuité territoriale par rapport aux frontières russes. Il s'agit donc pour les russes de pousser les limites de leurs territoires vers le sud dans une logique d'agrandissement. Ensuite, cette



expansion territoriale a accentué la diversification à l'intérieur du monde musulman conquis. En effet, les systèmes d'administration imposés par les russes ont été différents dans le temps et l'espace selon la stratégie et la culture de l'époque : conversions forcées au 16^{ème} siècle, traité politique au 18^{ème} siècle, administration et protectorat au 19^{ème} et découpage en nationalité durant la période soviétique. Le processus d'expansion commence quand Ivan le Terrible fait tomber Kazan en 1552 et ne s'achève qu'avec la prise de Boukhara en 1920. Cette expansion est freinée par la résistance des Britanniques en Iran et en Afghanistan. Les frontières de ces deux pays sont alors fixées et reconnues à la fin du 19^{ème} siècle. Pendant plus de trois siècles, les russes vont donc s'implanter progressivement en Asie centrale. Ils tentent de transformer avec plus ou moins de succès et avec plus ou moins de vigueur les sociétés locales. Ils suscitent alors les premières réactions nationalistes.

Cette conquête russe se réalise en deux temps : tout d'abord sur les steppes kazakhes, puis sur la Transoxiane, actuel Turkestan.

111. La conquête des steppes kazakhes.

Au début du 18^{ème} siècle, le Khan de la Petite Horde fait appel aux Russes pour se protéger des invasions venues de Mongolie. A partir de cette époque, par une série de traités, la Russie assure sa domination sur les Hordes kazakhes. Elle établit alors une ligne de forts à partir de la ville d'Orenbourg sur ce qui constitue la frontière actuelle entre la fédération de Russie et le Kazakhstan. Puis pendant les deux siècles qui suivent, l'influence russe s'affirme lentement tout en restant pacifique. La noblesse kazakhe est reconnue par l'administration russe. Elle adopte la langue et les coutumes russes.

A la fin du 19^{ème} siècle, des lois favorisent le peuplement russe dans ces régions. Le nombre de colons augmente alors très rapidement pour atteindre en 1911 40% de la population. Les paysans russes s'approprient la terre pour la cultiver. Ils s'opposent ainsi aux nomades kazakhes qui ont besoin de vastes territoires pour élever leur bétail.

On trouve ici une des raisons initiales du réveil du nationalisme kazakhe.

112. La domination de la Transoxiane.

Après avoir assuré leurs implantations dans les plaines kazakhes, les Russes se tournent vers la Transoxiane (région de Boukhara). Cette descente vers le sud se réalise en même temps que la montée des Britanniques vers le nord. Cette rivalité anglo-russe qui dure un siècle est appelée le « Grand Jeu ». Dans la seconde moitié du 19^{ème} siècle, les russes s'emparent progressivement de la partie sud de l'actuelle Asie centrale jusqu'au Pamir. Cela les amène au contact des Britanniques et c'est ce qui déterminera la frontière entre l'Afghanistan et l'Asie centrale.

En Transoxiane, le mode d'implantation des russes est totalement différent de ce qu'ils avaient réalisé précédemment. Ils s'implantent en parallèle des structures traditionnelles sans les remettre en question. Ils construisent ainsi à côté des villages traditionnels des quartiers européens centrés sur les gares, les garnisons et les églises orthodoxes. Parallèlement, les russes introduisent la culture du coton. Ils favorisent ainsi la sédentarisation des peuples nomades et amènent la Transoxiane à s'ouvrir au monde extérieur, russe notamment. Cette influence va marquer durablement toute la société. L'éducation des enfants de la bourgeoisie se réalise en Russie et les musulmans de Russie introduisent des idées réformatrices. Ces intellectuelles réformistes appelés « Djadid », c'est-à-dire « modernes », sont majoritairement trilingues persan, turc et russe. Ils souhaitent l'instauration d'une nation musulmane dans le cadre de la Russie. Cette nation regrouperait toutes les ethnies et aurait pour langue officielle le turc. Face à ces mouvements contestataires, le tsar préfère soutenir les conservateurs du clergé musulman. Les tentatives de constitution d'un grand parti musulman au début du 20^{ème} siècle échouent donc tous.

12. La politique soviétique : l'ébauche des nations.

L'absence de relais communistes locaux, le poids de l'islam et l'influence de la Turquie freinent considérablement l'implantation des idées bolchéviques en Asie centrale. La division de celle-ci en entités politiques correspondant à des groupes ethniques apparaît alors comme une solution et aboutit à la création avec la République fédérative de Russie de ce qui allait s'appeler l'Union des républiques socialistes soviétiques. L'objectif est cohérent mais complexe. Il s'agit de briser les grandes identités transnationales en les

divisant par la création de nouvelles populations. C'est en fait, à long terme, le résultat inverse qui va être obtenu.

En effet, en formalisant ces groupes ethniques en nation, la politique soviétique introduit un concept dans un milieu dans lequel il n'existait pas. Jusqu'alors, les communautés étaient celles des liens tribaux désignée par « toïfa » et celle des liens religieux, « l'umma ». Ce nouveau concept vient se superposer aux autres sans les annihiler mais en les complétant. C'est de toute évidence l'apport le plus important de la politique soviétique en Asie centrale.

121. L'autonomie des peuples : 1^{ère} tentative d'indépendance.

La révolution bolchévique est le premier élément fondateur de l'idée de nation en Asie centrale. Elle a en effet soutenu le communautarisme religieux et ethnique puis a favorisé une certaine autonomie des peuples.

Les instructions données par Lénine pendant la révolution d'octobre permettent aux musulmans russes de rester en dehors du conflit. Une fois les soviets en place, l'intégration de ces populations est obtenue en soutenant le communautarisme religieux et ethnique. Le découpage administratif permet ensuite de diviser la communauté musulmane et d'envisager à moyen terme une russification de la région. Dans un premier temps des administrations contrôlées par les russes dirigent les territoires hérités de l'empire. Puis des républiques autonomes ou populaires sont formées, instituant le kirghize et l'ouzbek comme langues officielles.

Pour s'attirer le soutien des peuples non russes, Lénine lance alors l'idée d'autonomie des peuples. Les intellectuels réformistes se saisissent du concept et tentent d'instaurer des républiques autonomes. Dans les steppes kazakhes, le parti Allas Orda tente d'imposer une république kazakhe. Il est rapidement battu par l'armée rouge. En Transoxiane, une guerre oppose le soviet de Tachkent au gouvernement provisoire du Turkestan. Ces défaites face au pouvoir de l'autorité centrale russe entraînent une révolte rurale menée au nom de l'Islam dans plusieurs régions (Ferghana, Khiva et sud du Tadjikistan actuel). Ces mouvements font face aux troupes soviétiques et les tiennent en échec jusqu'au début des années 1920. Ces premières tentatives d'indépendance et de création de nation autonome ont toutes échouées. Elles posent cependant les fondements de ce qui presque un siècle plus tard sera à l'origine des cinq républiques d'Asie centrale.

122. La création des républiques socialistes soviétiques : le fondement du nationalisme.

Pour bien comprendre l'idée de nation en Asie centrale, il faut passer par l'origine de leur création par le pouvoir bolchevik. En l'absence de relais communiste et des influences de l'islam et du panturquisme, les bolcheviks décident à partir de 1924 de mener une politique de division systématique des entités ethniques en Asie centrale. Cette division en entités politiques devient avec la République fédérative de Russie l'Union des Républiques socialistes soviétiques. L'objectif est de casser les grandes références à l'islam, au panturquisme et à la civilisation persane en mettant les groupes ethniques en opposition pour la possession des terres. Les nouvelles catégories de population créées doivent ainsi tout au système soviétique jusqu'à leur identité. Pour cela, les soviétiques façonnent des pays, des histoires et des traditions en tentant de calquer leur modèle politique en Asie Centrale : une ethnie, un territoire, une nationalité. Toutes les anciennes communautés sont abolies et Moscou parie à long terme sur une colonisation active assurée par la supériorité du modèle russe. En réalité, tous les ingrédients objectifs (territoire, ethnie, nationalité) des nations sont désormais réunis et vont aboutir après une lente maturation au système actuel.

123. L'affirmation nationale à l'époque soviétique.

La période soviétique va permettre une affirmation lente mais progressive de l'idée de nation en Asie centrale. Cette affirmation se fait à la fois sous l'influence de facteurs internes et externes aux républiques.

Le système soviétique a tout d'abord permis d'homogénéiser ethniquement les républiques. Il oblige la population à choisir sa nationalité et encourage la fusion des petits groupes dans les grands. Toute personne parlant un dialecte turc en Ouzbékistan et n'appartenant pas à l'une des grandes ethnies est ainsi invitée à se déclarer ouzbèke. Dans le même ordre, les recensements sont organisés non pas pour décrire la société mais pour obliger la population à choisir son identité dans une liste définie par l'Etat. Le système soviétique fait donc de l'identité une catégorie administrative dont le niveau le plus élevé est la nation. Les républiques soviétiques composées de citoyens deviennent ainsi des réalités ancrées sur la fabrication d'un imaginaire national, l'avènement d'une élite administrative et l'instauration d'un cadre étatique qui génère une idéologie nationale. L'époque soviétique a ainsi créé une identité ouzbèke, turkmène, kirghize, kazakhe et

tadjike liée à la montée en puissance de la bourgeoisie locale qui doit sa promotion au cadre républicain national. Celle-ci a su, pour conserver son pouvoir, rester liés à sa société originel et 'a par la même nationaliser.

Il a ensuite contribué à l'accroissement de sentiment culturel et national. En effet, en 1983 une crise éclate entre Moscou et les républiques d'Asie centrale. Les autorités ouzbèkes auraient falsifié les chiffres des récoltes de coton pour détourner d'énormes sommes d'argent. Andropov, arrivé au pouvoir en 1982 prend comme prétexte l'affaire du coton et remplace entre 1983 et 1987 tous les premiers secrétaires des républiques d'Asie centrale notamment par des russes. Les ethnies d'Asie centrale apparaissent donc toutes comme corrompues par opposition à l'ethnie russe. Des universités sont fermées pour cause de corruption et de tricheries aux examens. Les populations d'Asie centrale interprètent toutes ces mesures non pas comme des règlements de compte entre apparatchiks mais comme une véritable fracture culturelle et politique entre le nord et le sud de l'URSS. Toute cette période et les mesures prises par le pouvoir soviétique vont ainsi directement contribuer à l'affirmation ethnique, culturelle donc à l'identité nationale.

Ainsi, au terme de cette première partie consacrée à l'étude des influences russes et soviétiques en Asie centrale, on constate, premier paradoxe historique, l'instauration lente mais progressive de fondements objectifs des nations défendus par l'Allemand Johann Gottlieb Fichte : le territoire, la population, la langue.

DEUXIÈME PARTIE: L’AFFIRMATION DES NATIONS

L’affirmation de l’idée de nation passe par un processus particulièrement complexe qui met en jeu de nombreux phénomènes aux caractéristiques variées. En Asie centrale, la construction des nations s’est déroulée en deux étapes majeures. La mise en place d’éléments objectifs chers à Johann Gottlieb Fichte a fait l’objet de la première partie de cette étude. La seconde étape est celle de l’affirmation de l’idée de nation dans les républiques d’Asie centrale. Elle rejoint ici l’idée énoncée par Ernest Ernest Renan à la fin du 19^{ème} siècle : « la nation est un plébiscite de tous les jours ». En Asie centrale, cette idée a pourtant une particularité : l’idée de nation est d’abord le résultat d’un volontarisme étatique marqué qui se traduit par l’instauration de politiques souvent autoritaires. Mais, et c’est là le second paradoxe de l’histoire, cette action des Etats permet sans doute d’ancrer dans la population l’idée de nation. Le « plébiscite de tous les jours » est donc initialement imposé avant d’être assimilé puis lentement adopté par la population.

Les républiques d’Asie centrale n’ont jamais été, avant l’indépendance, des Etats-nation. Elles héritent donc de territoires qui ne correspondent pas à un territoire historique et qui sont ethniquement hétérogènes car délimités par Staline sur des critères économiques et des lignes de partage linguistique. L’étude du rôle des Etats dans ces républiques, des symboles identitaires sur lesquels ils s’appuient puis les éléments pouvant avoir une influence sur l’idée nationale semble donc pertinente pour comprendre comment le concept de nation s’ancre en Asie centrale.

21. Le rôle des régimes politiques.

Le rôle des régimes politiques dans la construction nationale est sûrement plus qu’ailleurs déterminant. En effet, en Asie centrale, la transition politique a eu avant tout pour objectif de sortir du modèle soviétique plus que d’instaurer un système démocratique. On constate donc le passage du système politique soviétique à un système autoritaire ou semi-autoritaire pour cause de construction de l’identité nationale. Les chefs d’Etat justifient ainsi le caractère fort de leur régime par le besoin en période de transition d’une phase de stabilité et de restructuration des mentalités nationales avant l’engagement vers un système

démocratique. Cette phase transitoire s'effectue en se fondant à la fois sur des continuités et des changements par rapport au passé.

211. Continuité par rapport à l'URSS.

Cette période transitoire s'inscrit d'abord dans le cadre d'une triple continuité.

On constate en premier lieu une continuité territoriale qui au moment des indépendances aurait pu être facilement remise en question en raison d'affirmation nationale ou d'homogénéité ethnique. Ainsi les territoires des Etats indépendants sont restés presque totalement identiques à ceux des Républiques socialistes soviétiques en dépit de certaines modifications de frontières entre l'Ouzbékistan et le Tadjikistan ou le Kazakhstan.

L'absence d'élites nationales formées dans la lutte pour la décolonisation comme cela se produisit en Afrique ou en Asie dans la deuxième moitié du 20^{ème} siècle a freiné l'émergence d'un sentiment national ou n'a en tout cas pas permis son développement. On constate pourtant en second lieu une certaine continuité politique qui s'est en fait avérée source de stabilité. Les élites dirigeantes soviétiques ont en effet globalement conservé leurs places dans les gouvernements des Etats indépendants. La conséquence dans ce domaine est importante sur la formation de l'identité nationale. Les élites soviétiques sont devenues les dirigeants et les responsables politiques des nouveaux Etats. Ces élites au pouvoir sont restées profondément soviétiques dans leurs mentalités et leurs habitudes de gouvernement. Ce conservatisme a abouti au détournement de l'intérieur des institutions gouvernementales au profit des dirigeants et à la mise en place de réseaux clientélistes et à la reconstruction clanique. Mais, fait marquant et propre à cette région du monde, l'instauration de ces réseaux se fait en superposition complémentaire des nations et non pas en opposition. Paradoxalement, et une fois encore, ce sont les défauts et les dérives des systèmes en place qui permettent sans doute l'irruption progressive et son accaparement par la population d'une identité nationale.

Continuité identitaire enfin dans la mesure où on constate dès la perestroïka des revendications identitaires dans les républiques d'Asie centrale. Bien que n'ayant pas connu de soulèvements populaires comme cela a pu être le cas dans les Etats baltes ou en Ukraine, il existe une réelle revendication identitaire au sein des Etats. En effet, pendant la perestroïka, des requêtes avaient été effectuées pour une plus grande prise en compte des spécificités culturelles. Des débats s'étaient tenus sur le statut officiel des langues nationales et sur la réhabilitation d'évènements historiques. Il ne faut donc pas parler d'une

« renaissance » des identités nationales mais bien de continuité car les Etats indépendants ne sont compréhensibles qu'à travers leur héritage russe et soviétique.

Mais l'irruption de ces Etats-nation est difficile car il existe peu de symboles permettant de célébrer la volonté populaire en faveur de l'indépendance. Les pouvoirs en place vont donc prendre toute une série de mesures pour créer une symbolique identitaire.

212. Changement des régimes politiques.

Au-delà d'une certaine continuité par rapport à l'URSS, l'indépendance des Etats et la volonté des élites en place de conserver le pouvoir a impliqué l'utilisation de nouvelles références pour légitimer leurs actions. Ces références se centrent sur la nation et le nationalisme. Elles ont pour objectif de construire une identité nationale.

Le nationalisme se manifeste par rapport à la langue et à la réécriture de l'histoire nationale. Des lois sont ainsi promulguées pour promouvoir la langue nationale qui est par ailleurs la langue de l'ethnie dominante. La langue russe, langue du colonisateur a ainsi été partout rejetée avec plus ou moins de vigueur. Le Turkménistan impose ainsi depuis 2002 à tous les personnages officiels de s'exprimer en turkmène. Ce renforcement des exigences linguistiques pourrait à terme créer des difficultés avec la population russe qui représente à ce jour 7% de la population du pays. Le Kirghizstan, pour des raisons de contrôle des flux migratoires, a pourtant décidé en mai 2000 que le russe comme le kirghize serait considéré comme langue officielle. Parallèlement, le gouvernement a décidé d'accueillir tous les kirghizes d'Afghanistan sur son territoire. Ces décisions illustrent bien la problématique des Etats de l'Asie centrale qui doivent conjuguer entre volonté de se créer une identité nationale via une langue et volonté de conserver des populations différentes dont le pays a besoin en raison de leurs capacités techniques.

En Asie centrale, la politique de promotion des langues de l'ethnie dominante s'accompagne aussi d'une campagne de dérusification des langues nationales. Les mots empruntés au russe sont remplacés par des néologismes ou des mots anciens. Le changement d'alphabet s'inscrit aussi dans le processus de nationalisation linguistique. Le Turkménistan a ainsi opté pour l'alphabet latin.

Le processus de nationalisation des langues trouve ses limites dans la langue russe, conservée comme langue de communication, et dans le poids du passé soviétique (cf. paragraphe 222 La nationalisation ethnique).

213. Des « ethnocraties² » en constitution.

Les politiques citoyennes instaurées par les gouvernements recouvrent un processus de nationalisation des républiques. Elles s'inscrivent directement dans la lignée des politiques ethniques qui ont favorisé l'homogénéisation des populations (cf. paragraphe 123). L'émigration des minorités nationales, les flux migratoires internes et la natalité des républiques ont abouti en une quinzaine d'années au renforcement de la nationalité titulaire dans chacune des républiques. Les Etats ont de surcroît invité les minorités éponymes à un retour sur le sol national. Le Turkménistan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan sont ainsi désormais peuplés à 80% par des populations éponymes. Le chiffre est de 65% au Kirghizstan et de 50% au Kazakhstan. Ce processus conforte les républiques dans leur constitution en Etat-nation. Même si les gouvernements essaient de gérer les minorités nationales, on ne peut que constater que ce processus s'accompagne d'un phénomène d'exclusion des autres ethnies de toutes les sphères de l'Etat.

22. La symbolique identitaire.

L'action des régimes politiques est donc bien déterminante dans le processus de construction nationale. Mais elle ne peut se suffire à elle-même et doit s'appuyer aussi sur toute une panoplie de symboles qui va participer à l'affirmation de l'idée de nation au sein des populations. Cette panoplie va servir à ancrer au sein des mentalités l'identité nationale. Elle doit être pour la population la preuve tangible de l'existence de la nation. Les champs d'action des régimes politiques vont donc concerner les éléments qui s'y attachent directement : l'histoire et la langue nationale. Ces deux éléments feront l'objet d'une étude spécifique. Enfin, l'étude du rôle particulier des présidents des républiques dans la construction identitaire conclura cette partie.

² . Marlène Laruelle-Sébastien Peyrouse, *Asie centrale la dérive autoritaire*, page 76

221. L'histoire réécrite.

La réécriture de l'histoire fait partie intégrante du processus de définition de l'identité nationale. Tous les Etats d'Asie centrale à travers cette volonté d'inscrire leur identité dans l'histoire, essayent de prouver la permanence de l'Etat national : l'ancienneté du peuple sur son territoire est un gage de sa légitimité politique contemporaine. Les pouvoirs en place cherchent donc à célébrer avec faste les différentes commémorations les plus anciennes possibles, bénéficiant pour cela systématiquement du soutien de l'UNESCO. Les gouvernements se sont donc tournés vers le passé ancien pour y puiser des éléments de définition d'identité nationale. Des mythes et légendes sont ainsi remis en valeur et les Etats affichent une volonté d'institutionnaliser une dynastie ou un héros de référence. La fête de *Nowrouz*, nouvel an iranien a ainsi été réinscrite sur les calendriers nationaux. Tamerlan³ a été mis dès l'indépendance au centre des discours officiels de l'Ouzbékistan tandis qu'Ismaël Samani⁴ fondateur de la première dynastie persane, prenait une place équivalente au Turkménistan avant que ces époques et figures ne s'effacent devant le Turkmenbachi. Le Kirghizstan se démarque des autres pays par son refus d'officialiser une époque fondatrice.

La toponymie est un des autres moyens de cette politique volontariste. Les rues perdent leur nom russe, les traces de l'influence soviétique sont effacées. Des lieux de mémoire des villes sont modifiés dans leur contenu : le monument Lénine à Tachkent accueille maintenant la statue de Tamerlan et son double à Douchanbé a été remplacé par Samani.

Les musées nationaux connaissent eux aussi de profondes modifications. L'exemple du Turkménistan est symbolique de la volonté de ces Etats d'inscrire leur identité nationale dans des références nouvelles. Son musée national a ainsi été divisé en trois sections consacrées respectivement à l'Antiquité, au peuple turkmène et à l'indépendance. Les autres périodes de l'histoire ne sont pas abordées. En Ouzbékistan, le musée des Timourides exalte la nation ouzbèke et n'offre que des reconstitutions destinées à éduquer la jeunesse dans un esprit patriotique. Seul le Kirghizstan conserve les fonds consacrés aux périodes russes et soviétiques et les complète par une section consacrée à l'indépendance.

³ 1336-1405, il est l'un des grands héros de l'Asie centrale. Redoutable chef de guerre et bâtisseur, il devint émir de Transoxiane puis conquiert une bonne partie de l'Asie centrale jusqu'au Moyen-Orient.

⁴ Ismaël Samani (892-907) est le fondateur de la dynastie samanides qui a régné sur la Transoxiane aux 9^{ème} et 10^{ème} siècles.

Les Etats tentent ainsi de reconstituer une identité présoviétique par la création de traditions nationales.

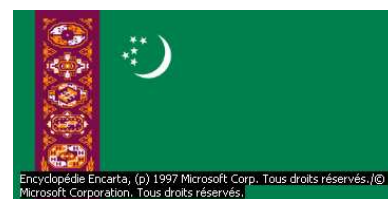
Ces références sont officialisées dans les drapeaux et emblèmes des nouveaux Etats : le drapeau du Kazakhstan évoque le soleil et l'aigle de la steppe, celui du Kirghizstan le cercle du soleil croisant le sommet en bois de la yourte, celui du Turkménistan les motifs des tapis des cinq principales tribus du pays.



KAZAKSTAN



KIRGHISTAN



TURMENISTAN

222. La nationalisation linguistique.

Le rôle de la langue dans le processus de construction nationale est essentiel. Il permet en effet à la fois, dans le court et moyen terme, de traduire la volonté politique des dirigeants sur ce qu'une population a de plus essentielle, son vecteur de communication, et dans le long terme il participe directement à l'évolution des mentalités. On a donc pu constater sur l'ensemble des républiques d'Asie centrale l'instauration de politiques linguistiques au service de la construction nationale. C'est ce qui donné lieu à l'appellation « nationalisation linguistique ». Ces politiques reflètent la volonté des pouvoirs en place de constituer des Etats-nation ethniquement homogènes. Toute une batterie de mesures est alors décidée par les gouvernements pour placer la langue de l'ethnie dominante au premier rang.

Des lois sont promulguées pour promouvoir la langue nationale. Le Turkménistan impose depuis 2002 à tous les personnages officiels de s'exprimer en turkmène. Les plus hautes autorités de l'Etat doivent satisfaire à des examens de la langue nationale. Cette nationalisation linguistique est sûrement le phénomène le plus visible depuis les indépendances. Elle est considérée comme le meilleur facteur de construction nationale et l'éducation en est l'un des meilleurs vecteurs. Elle a fortement impacté l'enseignement du primaire au supérieur, obligeant les écoles publiques russophones à fermer. Dans

l'enseignement supérieur, les gouvernements ont engagé une politique volontariste de formation des élites dans la langue nationale.

Cette nationalisation linguistique participe aussi directement à « l'ethnocratisation » des Etats (cf. paragraphe 213. Des ethnocraties en constitution). Tous les domaines des pays d'Asie centrale appartiennent désormais aux nationalités éponymes. Il existe ainsi une réelle politique de préférence nationale dans les pays centre asiatiques. La non maîtrise de la langue officielle n'est souvent qu'une excuse juridique pour ne pas employer des personnes des minorités.

Ces politiques linguistiques soulèvent pourtant des problèmes importants. La tentation est forte dans tous les Etats de rejeter avec plus ou moins de virulence la langue russe et tout ce qu'elle peut représenter. On constate ainsi que les politiques de promotion des langues de l'ethnie dominante s'accompagnent aussi d'une campagne de « dérusification » des langues nationales. Les mots empruntés au russe sont remplacés par des néologismes ou des mots anciens. Ainsi, alors que le Kazakhstan et le Tadjikistan lui donnent le titre de « langue de communication interethnique », le Kirghizstan la reconnaît comme langue officielle pour des raisons de contrôle des flux migratoires (cf. paragraphe 212. Changement des régimes politiques) tandis que l'Ouzbékistan et le Turkménistan la considère comme une langue étrangère. Moins de 50% de la population d'Asie centrale parle désormais le russe. Mais cela n'est pas sans conséquence car si les jeunes générations parlent mieux leur langue nationale, elles ont perdu la maîtrise de la seule langue internationale parlée dans la région.

223. Les pensées présidentielles : la nation imposée.

Le caractère autoritaire des gouvernements participe directement au processus de construction des symboles étatiques. Sous prétexte de répondre à un besoin d'explication historique des phases transitoires dans lesquelles se trouvent leurs nations, les chefs d'Etats se sont personnellement accaparés le domaine politique et le domaine identitaire. Matière particulièrement malléable, l'histoire permet en effet toutes les reconstructions identitaires. Les présidents s'y sont donc particulièrement intéressés. Ils ont tous ainsi publié leur pensée sur l'indépendance, l'économie, la nation et la démocratie et sont donc tous l'auteur d'un ouvrage de référence national sur l'histoire de leurs pays.

L'exemple le plus probant dans ce domaine est celui du président turkmène. Son livre, le *Roukhnama*, a vocation à remplacer tous les autres. Le président Niazov en a fait le seul ouvrage disponible dans tout le pays. Il est ainsi l'unique ouvrage autorisé pour l'apprentissage de la lecture et de l'écriture. Des journées d'étude y sont consacrées dans chaque ministère. Le permis de conduire comprend depuis 2004 une épreuve de connaissance du Roukhnama. Niazov a même décrété que son ouvrage était le second livre saint après le Coran et qu'il possède des valeurs prophylactiques. Même si la situation n'est pas aussi caricaturale dans les autres pays de l'Asie centrale, il n'en demeure pas moins qu'en Ouzbékistan l'apprentissage de la pensée présidentielle se fait aussi dans les classes primaires et que dans les trois autres républiques elle devient obligatoire au sein du système universitaire et de l'administration publique.

Le système scolaire constitue ainsi en Asie centrale l'instrument central de diffusion du message sur l'Etat-nation vers les populations.

23. Les autres influences.

Le processus de construction d'une nation est particulièrement complexe et sûrement propre à chaque région et à chaque époque. Il comprend des éléments internes objectifs ou subjectifs comme ceux étudiés dans les précédents chapitres mais il subit aussi d'autres influences très variées. La liste de ces éléments n'est pas exhaustive. Elle dépend bien entendu et une fois encore de la situation géographique et de la période de l'histoire : influence des religions, des Etats voisins et de leurs conflits, des ressources énergétiques, des puissances dominantes du moment, du rôle et de la place des organisations internationales ou des organisations non gouvernementales, etc. En Asie centrale, le processus de construction des Etats se caractérise par le lien entre les enjeux politiques, les flux transnationaux et les stratégies de puissance et d'influence. En effet, depuis l'accession à l'indépendance, les Etats rencontrent des difficultés importantes qui remettent en question la fiabilité des institutions en place. La menace islamiste, la question des minorités russes au Kazakhstan ou Ouzbek au Tadjikistan, la détérioration des conditions sociales et économiques affaiblissent la légitimité des Etats en Asie centrale. L'Etat ne remplissant plus ses fonctions régaliennes, on constate une crise de confiance du rapport Etat-population. Les interventions extérieures ont alors pour objet de suppléer à ces

défaillances. On constate donc une double dynamique de construction des Etats en Asie centrale : par l'intérieur via les processus habituels et par l'extérieur via l'action d'influences extérieures.

On s'attachera donc ici à étudier les facteurs qui ont sans doute eu le plus d'importance dans le processus de construction nationale : le rôle de l'islam, l'influence de la Russie et le rôle d'une grande organisation internationale, l'OSCE.

231. Le rôle de l'islam.

Le rôle de la religion dans le processus de construction national est particulièrement intéressant à étudier car il touche la personnalité même de chaque individu d'une population. C'est donc l'un des principaux facteurs qui va permettre d'unifier la somme des individualités dans un ensemble cohérent, la nation. En Asie centrale, le rôle de l'islam est d'autant plus important que son expression a été limitée pendant plus de sept décennies et qu'il réapparaît sur la scène publique dès l'indépendance des républiques.

L'action soviétique en Asie centrale a produit une configuration très particulière des relations entre islam, vie sociale et politique. En effet, persécuté comme les autres religions, l'islam s'est maintenu dans la clandestinité ou dans le cadre d'un clergé isolé officiel. Avec l'indépendance des républiques, l'islam réintègre l'Asie centrale de la même façon que l'islam contemporain. On assiste donc à une réislamisation conservatrice de la société, à l'instauration d'un islam officiel bien contrôlé par les gouvernements et à l'irruption d'un islam radical qui rentre directement dans le jeu politique ou tend à être l'expression d'une contestation face à un régime autoritaire. L'islam va ainsi directement participer à l'affirmation de la nation dans cette région.

Au moment de l'indépendance, il existe donc trois types d'islam en Asie centrale.

Un islam parallèle et conservateur lié à la société rurale et traditionnelle agit dans le secret en s'appuyant sur les groupes de solidarité traditionnelle. Il est considéré par la population comme l'héritage d'une identité qui a survécu au système soviétique.

Un islam officiel organisé autour d'une direction centrale basée à Tachkent possède un personnel peu nombreux mais jeune et formé dans les pays arabes où il a rencontré l'influence des Frères musulmans.

Enfin, un islam politique organisé autour de jeunes intellectuels ayant une formation à la fois moderne et traditionnelle. Ces personnages sont avant tout intéressés par l'action politique et vont trouver leurs modèles à l'étranger.

Au moment de l'indépendance, ces trois catégories d'acteurs vont soudainement trouver un nouveau champ d'expression accentué par le développement des contacts avec le monde musulman. Les pays du Golfe et le Pakistan jouent alors un rôle important, notamment pour le financement de la construction des mosquées. Après une période d'observation caractérisée par un certain libéralisme, les gouvernements des nouvelles républiques ont réprimé l'islam radical et mis en place un islam officiel. Les structures soviétiques ont ainsi été reprises, nationalisées et développées. Chaque république a alors désigné un mufti de la république, totalement autonome par rapport aux structures centralisées de Tachkent. Au Turkménistan et au Tadjikistan, le clergé a tenté de se rendre autonome par rapport au pouvoir politique. Mais il s'est vite heurté au clergé officiel en raison de la problématique du contrôle des financements étrangers. Finalement, la plupart des mollahs du clergé parallèle s'est alignée sur les choix politiques pour conserver leur influence locale. Les Etats ont donc repris le contrôle de l'islam en se dotant d'institutions officielles : le comité des affaires religieuses contrôle le clergé tandis des lois étendent le pouvoir du clergé officiel à toutes les grandes mosquées, le pèlerinage de la Mecque et les institutions d'enseignements religieux. Les Etats ont donc trouvé dans le clergé des vecteurs d'un islam national progouvernemental et ont gagné le contrôle de l'islam officiel.

Le processus d'appropriation de l'islam par les Etats participe donc bien directement au processus de construction de l'identité nationale. L'influence de l'islam est donc tout aussi déterminante que l'histoire des républiques ou l'action des gouvernements.

232. Le rôle de la Russie.

Le rôle de la Russie dans le processus de construction identitaire des républiques d'Asie centrale est important mais s'effectue par défaut. La Russie oblige en effet les républiques d'Asie centrale à réagir à ses initiatives et à ses tentatives d'influences dans cette région. Elle participe par la même à leur affirmation nationale.

Depuis l'indépendance, la Russie essaye de se reconstituer une zone d'influence en Asie centrale. La doctrine militaire russe définit le périmètre de sécurité de la fédération de Russie comme les anciennes frontières de l'URSS. Elle tente donc de mettre en place un système de sécurité collective à travers tous les accords de coopération économique. Le projet d'union douanière de mai 1993 voulait mettre les gardes frontières sous commandement russe, établir des bases militaires et prévoyait un état-major commun. Les

républiques d'Asie centrale ont refusé sauf le Kirghystan et le Tadjikistan. Chaque Etat centre asiatique agit donc en fonction de ses propres intérêts géopolitiques et la Russie se heurte à une farouche volonté d'indépendance des républiques d'Asie centrale.

Sur le plan militaire, on observe les mêmes difficultés. Toutes les armées ont été nationalisées. Avec le système de conscription, les armées disposaient de nombreuses troupes mais pas d'encadrement national. Elles ont donc du employer des officiers russes sous contrat. Après un effort de formation d'officiers nationaux et une réduction des effectifs des armées, il ne reste désormais plus de russes en Ouzbékistan et au Turkménistan. Au Kirghystan et au Kazakhstan, les troupes russes sont sous commandement théorique des états-majors nationaux. Ce n'est qu'au Tadjikistan que l'armée russe a conservé ses troupes.

Sur le plan culturel, Moscou n'a pas mis en place de politique de coopération avec ses anciennes républiques. La langue russe y est donc partout en déclin. Le système éducatif russe est partout en régression sous l'influence des pays occidentaux ou des ONG.

233. Le rôle de l'OSCE.

En janvier 1992, la décision est prise d'intégrer les cinq nouvelles républiques d'Asie centrale dans l'OSCE. Cette décision avait un triple objectif : sceller l'éclatement de l'URSS, empêcher une adhésion au fondamentalisme iranien et lier les nouveaux Etats aux droits de l'homme. L'OSCE s'attache ainsi à renforcer les structures démocratiques des Etats et à développer une société civile. Elle fait notamment un effort sur les principes démocratiques lors des élections.

Le Bureau pour les institutions démocratiques et les droits de l'homme (BIDDH) mit en place avec l'Ouzbékistan en 1997 un projet de formation à la problématique des droits de l'homme. Le Kirghizstan, le Kazakhstan puis le Tadjikistan adhèrent progressivement au projet.

Il est indéniable qu'une institution comme l'OSCE participe directement au processus de construction nationale. En effet, en formant les populations des Etats centre asiatique à la démocratie ou aux droits de l'homme, elle les aide à prendre conscience de la possibilité d'une destinée commune. Ce processus dans ce domaine s'inscrit dans la durée et se heurte intrinsèquement à la nature des régimes politiques autoritaires. Mais c'est aussi cette confrontation qui lui permet de s'affirmer.

TROISIEME PARTIE: PANORAMA DES NATIONS

La construction et l'affirmation nationale en Asie centrale se caractérisent donc par leur complexité. Même si on peut y trouver des caractéristiques communes à toutes les républiques, objectives et subjectives, le passé de chacune des républiques lui confère une situation différente. Il a donc semblé pertinent dans cette troisième partie de faire un panorama de chacune des républiques d'Asie centrale. On s'attachera pour chacune d'entre elle à faire un point de situation sur les éléments qui participent à la définition d'une nation.

31. Le Kazakhstan.

Le peuplement kazakh est le résultat de la progression de plusieurs vagues de groupes turcophones à partir du 10^{ème} siècle. Ces groupes se fixent au 15^{ème} siècle dans la région du lac Balkach. Ils s'organisent en trois hordes au 17^{ème} siècle. Au 18^{ème} siècle la « petite horde » se place sous protectorat russe. Les territoires du nord sont alors intégrés à la Russie par colonisation (implantation des Cosaques). La Russie étend ensuite son influence aux deux autres hordes pendant le 19^{ème} siècle. Pendant la période soviétique, cette influence est complétée par des nouvelles migrations rurales au nord, urbaines et industrielles ailleurs. La russification est donc très forte dans les villes où dominent souvent des populations non kazakhes.

Au moment de l'indépendance, les Kazakhes valorisent leur passé nomade (kazakhe signifie homme libre) et effacent la période soviétique. Ils se réfèrent alors aux grands hommes mongols ou turcophones parfois commun à toute la région comme Akhmed Yassavi (fondateur de la confrérie soufi). Bien qu'il n'y ai jamais eu d'Etat kazakh avant 1991, le gouvernement a mis en place une politique d'affirmation historique et a célébré les 550 ans d'un Etat nomade.



Les Kazakhs sont musulmans sunnites. L'islamisation fut tardive chez ce peuple nomade (10^{ème} au 18^{ème} siècle) où le rôle social de l'islam est relatif. Depuis l'indépendance, l'islam retrouve une place importante : des centaines de mosquées sont construites notamment avec l'aide de l'Égypte.

En 1989, 98% des kazakhes déclaraient le kazakhe comme langue maternelle. Pourtant on estime que seulement un tiers de la population de la capitale, Almaty, parle couramment la langue. Le russe reste donc la langue véhiculaire la plus utilisée. D'importants programmes de valorisation de la langue d'Etat ont donc été mis en place dans toutes les régions.

La Constitution donne la citoyenneté kazakhe à tous les habitants permanents quelle que soit leur appartenance ethnique. Les minorités ont droit d'entretenir leur langue et leur culture mais le gouvernement se méfie des mouvements politiques nationaux (cosaques russes) et les empêche de participer aux différentes élections. La cohabitation interethnique est pour l'instant pacifique mais les tensions sont latentes. Les autorités veillent donc à la représentation de tous les groupes dans les différentes institutions officielles.

32% des Kazakhes vivent en dehors de la république éponyme principalement en Ouzbékistan, en Chine et en Russie où ils sont généralement bien intégrés aux populations locales. Le gouvernement est pourtant de plus en plus sensible au sort des Kazakhes de l'étranger et favorise leur retour par des aides.

Le tribalisme et le factionnalisme sont aujourd'hui moins marqués dans ce pays que dans les autres républiques d'Asie centrale. La société kazakhe est en effet plus ouverte du fait de l'immensité du pays et de son pluri-ethnisme. Le gouvernement se doit donc de composer avec une naturelle tendance à l'ouverture et une nécessaire affirmation identitaire tant sur le plan national que sur la scène régionale ou internationale.

32. Le Kirghizistan.

L'histoire kirghize est synonyme d'une perte d'identité graduelle. La présence des Kirghizes est attestée au 10^{ème} siècle dans la vallée de l'Ienisseï. Ils se déplacent ensuite vers le sud où ils subissent l'autorité des différents peuples turcs. Au milieu du 18^{ème} siècle, avec le démantèlement de l'empire kalmouk, ils deviennent chinois mais conservent leur mode de vie nomade. Ce n'est qu'à la fin du 19^{ème} siècle qu'ils furent incorporés à l'empire russe. La révolution de 1917 entraîna une guerre civile pendant laquelle les kirghizes s'opposèrent au pouvoir bolchevik. Le partage et la réforme des terres des années 1920-21 furent menées avec violence et une grande partie des kirghizes s'y opposèrent farouchement. Ce mouvement contestataire donna naissance au mouvement « basmatchi » qui s'opposa régulièrement au pouvoir central soviétique à partir de 1945 mais plus encore pendant la période antireligieuse de 1956-1964. Après la mort de Staline, les intellectuels kirghizes se tournèrent vers leur passé national pour trouver d'autres racines que l'idéologie soviétique.

Le kirghize a remplacé le russe comme langue officielle depuis 1989. Cependant, la parité russe-kirghize a été restaurée pour rassurer les populations russes et éviter la fuite des cadres vers la Russie. Le projet de création d'une université slave à Bichkek fait partie de cette politique d'apaisement.



Aujourd'hui la nation kirghize est tiraillée entre des nécessités économiques et sa dépendance vis-à-vis de la Russie qui les pousse vers une phase de réalisme et une volonté d'affirmer une identité coupée de ses traditions nomades. La transformation en mai 1993 de la République du Kirghizstan en République Kirghiz témoigne bien de cette volonté d'affirmer l'identité ethnique.

33. L'Ouzbékistan.

L'Ouzbékistan est à la croisée des forces qui déterminent les identités actuelles de l'Asie centrale : l'influence turque, l'héritage de l'empire mongol, l'impact de la conquête russe du 19^{ème} siècle et de la période soviétique au 20^{ème} siècle.

Le nom ouzbek ne renvoie pas à une ethnie mais à un groupement de tribus

au début du 14^{ème} siècle. Dès lors que cette association de tribus a conquis plusieurs des villes de l'actuel Ouzbékistan, le terme ouzbek est associé à la notion de pouvoir politique. Cette conquête du pouvoir conduit à la sédentarisation des tribus et à une transformation sociale avec l'irruption d'un territoire, de modes de vie identique et d'une culture. Les Ouzbeks s'installent donc sur leur territoire actuel au 16^{ème} siècle.

La colonisation russe du 19^{ème} siècle importe le concept d'ethnie à travers les recensements alors que les populations locales n'en avaient pas conscience. Elargi à l'idée d'ethnie titulaire, ce concept fonde la république socialiste soviétique d'Ouzbékistan. A l'indépendance des républiques, les populations qui s'étaient appropriées l'idée d'ethnie l'ont adoptées comme fondement de la construction des nations.

L'organisation politique s'organise donc autour des clans au sein desquels les ethnies sont mélangées (Ouzbeks et Tadjiks) et qui se définissent en fonction des liens familiaux et des origines géographiques. Ainsi, les identités locales sont bien plus importantes que les identités ethniques. La mahalla désigne le quartier d'habitation et l'ensemble des relations au sein de ce quartier. Ces relations sont fondées sur les valeurs familiales et religieuses. Elles consistent en une variété d'échanges de biens et services qui donnent lieu à des devoirs et à des obligations. Sans ce réseau d'échanges, tout individu est voué à la marginalité. A l'intérieur de ces mahallas, les mosquées structurent également la société civile. Les mosquées de quartier sont l'expression de la sociabilité locale, les mosquées historiques permettent de renouer avec l'histoire et les grandes mosquées cathédrales permettent la mobilisation politique.

Face à ces difficultés croissantes la première tâche des gouvernements a donc été d'effacer les traces des temps soviétiques et de rechercher dans le passé la légitimité de leur Etat. Ils



se sont donc tournés vers les alliés traditionnels : la Turquie pour l'éducation et la langue et l'Arabie Saoudite pour la construction des mosquées. Parallèlement, ils ont développés tous les éléments de la culture ouzbek en utilisant pour cela les mêmes méthodes que les Russes au début du siècle : imposition d'un nouvel alphabet, d'une langue nationale, réécriture de l'histoire du peuple ouzbek, modification de la toponymie. Les politiques mises en œuvre par le gouvernement visent donc toutes à valoriser la culture ouzbek de façon volontariste voire autoritaire. Mais la population ne s'y reconnaît pas toujours. En effet les principes qui sous tendent la construction de cette identité sont des principes laïcs. Ils doivent permettre l'émergence d'une identité plurielle indispensable à cette société multiculturelle. Cette laïcité est aussi un choix pour lutter contre l'islam politique.

Les ouzbèkes représentent aujourd'hui plus de 70% de la population d'Ouzbékistan qui compte par ailleurs plus d'une centaine de nationalités différentes. Ces minorités ne bénéficient pas d'un statut identique. La constitution de 1992 interdit ainsi tout parti politique fondé sur l'appartenance religieuse ou ethnique mais autorise les revendications à caractère culturelles (apprentissage des langues, traditions folkloriques). 3 millions d'entre eux vivent à l'étranger. C'est en Aghanistan qu'ils sont les plus nombreux (1,5 millions) où la milice du général Dostum a joué un rôle majeur dans le conflit.

Les Ouzbeks sont musulmans sunnites. Le pays représente l'exemple d'un cas d'islamisation ancienne (8^{ème} siècle) implantée par la force puis relayée par l'action des confréries soufies. Actuellement, la religion y est favorisée comme modérateur social offrant une morale de substitution après la disparition des valeurs et du système soviétique et face à l'accroissement de la délinquance (trafics de drogues, prostitution).

La Constitution définit l'ouzbek comme langue d'Etat. La langue russe n'est pas mentionnée en tant que telle dans la constitution mais est autorisée. On assiste pourtant à une ouzbékisation linguistique via le système scolaire primaire et secondaire. Au niveau des études supérieures, le russe conserve son influence de langue régionale.

L'Ouzbékistan est avec le Lichtenstein le seul pays à être doublement enclavé. Sa position au cœur de l'Asie centrale lui donne une frontière avec toutes les autres républiques qui comptent par ailleurs d'importantes populations ouzbèkes.

34. Le Tadjikistan.

Le terme tadjik signifiait « arabe » et désignait les conquérants arabes. Il fut ensuite employé pour désigner les peuples sédentaires par opposition aux peuples nomades ou semi-nomades. Ce terme fit ensuite référence à des descendants de peuples iranophones. On distingue alors deux groupes de tadjiks : ceux des plaines



dont la culture est proche des ouzbeks et ceux des montagnes qui sont proches des iraniens du nord de l'Afghanistan. Avant 1924, le Tadjikistan n'existait pas en tant qu'Etat et les Tadjiks n'avaient pas conscience d'appartenir à une nation différente de celle des turcs. Les intellectuels étaient tous bilingues (tadjik-ouzbek) ou trilingues (russe). Depuis la Perestroïka, les tadjiks ont pris conscience d'appartenir au monde iranien. Ils se démarquent donc des influences turcophones et se tournent de plus en plus vers leur héritage iranien. Le nationalisme tadjik se construit donc sur la nostalgie de l'époque où le persan était la langue littéraire d'Asie centrale.

La majorité des Tadjiks appartient à l'islam sunnite. L'islam y est fortement implanté en raison de l'activité des mollahs qui à l'époque soviétique agissaient dans la clandestinité.

La langue officielle est le tadjike. La loi sur la primauté de la langue tadjike et le départ de la majorité des élites russes et tadjikes russifiées ont fait nettement reculer l'enseignement russe. Les programmes de revalorisation du tadjike commencent à être appliqués dans les écoles primaires.

L'histoire de l'indépendance du Tadjikistan est particulière car aucun pouvoir fort n'a pu émerger à la suite de la guerre civile de 1992. La coalition gouvernementale mise en place en 1997 repose sur un nationalisme tadjik anti-ouzbek mais aussi anti-taliban. Ce nationalisme se construit sur la nostalgie de l'époque perse mais avec le sentiment d'être les perdants de la région notamment face aux Ouzbeks.

35. Le Turkménistan.

Les Turkmènes descendent des tribus Oghouz qui ont émigré au-delà de la mer d'Aral depuis le 10^{ème} siècle. Ils sont proches de par la langue des Azéris et des Turcs de Turquie. Nomades et guerriers, ils partageaient leur temps entre activités pastorales et razzias. Ils sont les grands



pourvoyeurs d'esclaves jusque la seconde moitié du 19^{ème} siècle. Au cours des siècles ils se sédentarisent progressivement. Leur territoire est le dernier à avoir été conquis par les russes auxquels ils opposent une réelle opposition militaire. Les russes imposent ensuite la culture du coton qui finira de sédentariser la population.

Les Turkmènes sont sunnites mais mêlent aussi à leurs croyances des pratiques chamanistes. Du fait de la culture et de la transhumance pratiquée par ses habitants, l'Islam s'est implantée différemment selon les régions désertiques ou sédentaires. Les références à l'Islam sont cependant nombreuses et le président Niazov tente de lier les sentiments religieux et nationaux en utilisant le caractère moral de l'islam. Il tente ainsi de faire de la mosquée de Geok Tepe un lieu de pèlerinage national. Le drapeau national est presque totalement vert et est marqué du croissant.

Si le Turkménistan dispose de la proportion la plus élevée de population éponyme de toute l'Asie centrale, ce qui est un élément favorable à la cohésion nationale, les rivalités entre tribus représentent un réel danger pour cette cohésion. Le pays est pourtant demeuré très homogène sur le plan ethnique, les caractéristiques naturelles étant peu favorables à l'implantation d'ethnies différentes. Les minorités nationales ne représentent donc que 10% de la population et sont essentiellement russes. Cette minorité est principalement implantée dans les villes et a le privilège unique en Asie centrale de bénéficier de la double nationalité turkmène-russe.

La langue nationale est le turkmène et le russe ne bénéficie d'aucun statut. Les deux langues sont cependant enseignées obligatoirement dans les établissements scolaires. Même si de plus en plus de publications sont réalisées en langue turkmène, le russe

conserve beaucoup d'importance dans la mesure où l'élite du pays continue d'envoyer ses enfants se former dans les écoles russes.

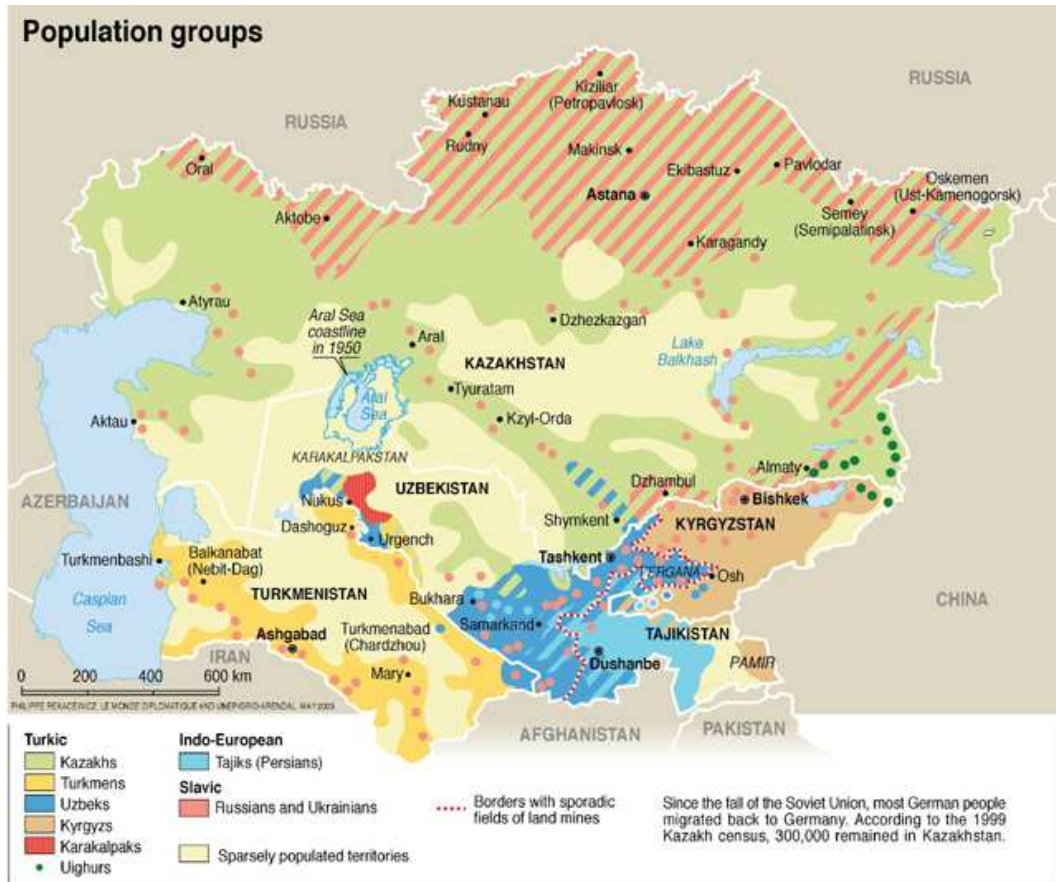
Les autorités cherchent dans le passé des valeurs de bravoure souvent guerrières pour ancrer le sentiment national. Dans ce cadre, la préservation de la race chevaline Akhal Teke symbolise cette volonté d'ancrer l'histoire moderne dans le caractère nomade et guerrier du passé. Le titre du président Niazov de « Turkmenbachi », père de tous les Turkmènes, rappelle celui d'Ataturk de Mustafa Kemal. Il est une façon de s'affirmer comme chef de tous les turkmènes dont ceux de la diaspora évalués à environ un peu moins d'un million.

CONCLUSION

Les républiques d'Asie centrale ont donc pu ancrer leurs racines en dépit de la fragilité de leurs régimes politiques et des tensions régionalistes. L'idée de nation a pris forme parmi les populations en s'appuyant à la fois sur le poids de l'histoire russe et soviétique et sur sa négation mais aussi sur la politique volontariste des régimes. Ce double paradoxe historique est donc remarquable à plusieurs titres. Tout d'abord car il est toujours intéressant d'assister à la naissance de nations et d'en étudier les phénomènes moteurs qui vont permettre à une population ou à une ethnie de se trouver une identité et une idéologie commune. Ensuite, l'intérêt de ce phénomène réside dans notre capacité à l'observer en direct et à l'étudier. Les nouvelles technologies de l'information et de la communication nous donnent des moyens d'observation jamais égalés au paravent. C'est donc une étude « sur le vif » que nous pouvons réaliser. De plus, ces nations ne sont pas le résultat d'un long processus historique, politique et culturel d'une population, d'une ethnie ou d'un groupe politique mais le résultat de la volonté initial d'un homme : Lénine. Enfin, elles rassemblent deux thèses apparemment opposées, celle de Johann Gottlieb Fichte et Ernest Renan. C'est là leur intérêt particulier.

Les difficultés à venir des nouvelles républiques liées aux antagonismes régionaux, à l'affirmation d'un islam national voire régional, à la paupérisation des populations pourraient entraîner de graves troubles sociaux ou politiques. Ces tensions ne devraient cependant pas remettre en question la carte des nations en Asie centrale et ne seraient que le résultat d'un processus certes long et douloureux mais inéluctable de l'enracinement des nations dans cette partie du monde.

Annexe 1 : Carte de répartition ethnique en Asie centrale



Annexe 2 : L'Asie centrale sous domination russe.



BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES EN FRANÇAIS

- BERTRAND André, *Asie centrale, aux confins des empires, réveil et tumulte, naissance d'une opinion publique au Tadjikistan* ; Autrement n°64, octobre 1992
- BADIE Bertrand, *L'Etat importé, essai sur l'occidentalisation de l'ordre politique*, Paris ; Fayard, 1992.
- CHOUKOUROV Charif et Roustam, *Peuples d'Asie centrale*, Syros
- CHUVIN Pierre, GENTELLE Pierre, *Asie centrale, l'indépendance, le pétrole et l'islam*, Paris ; Marabout 1998
- COLLIN DELAUAUD Claude, *Géopolitique de l'Asie, perspectives internationales* ; PUF
- FOUCHER Michel, *Fronts et frontières, un tour du monde géopolitique*, Paris ; Fayard 1988.
- FOURNIAU V, *Retour sur l'URSS : économie, société, histoire*, Paris ; l'Harmattan 1997
- LARUELLE Marlène, PEYROUSE Sébastien, *Asie centrale, la dérive autoritaire, cinq républiques entre héritage soviétique, dictature et islam* ; éditions Autrement 2006
- RASHID Ahmed, *Asie centrale, champs de guerres, cinq républiques face à l'islam radicale*, Autrement Frontières 2002
- ROY Olivier, *La nouvelle Asie centrale ou la fabrication des nations* ; Editions du Seuil, 1997.

ARTICLES DE REVUES EN FRANÇAIS

- BALLAND Daniel, « Diviser l'indivisible : les frontières introuvables des Etats centrasiatiques » *Hérodote*, 2^{ème} trimestre 1997.
- BOISSEAU du ROCHER Sophie, GODEMENT François, « Asie entre pragmatisme et attentisme », *Les études de la documentation française*, édition 2006-2007.
- CHETREIAN Vicken, « L'Asie centrale entre nationalisme et islamisme », *Le monde diplomatique*, mars 2005
- JAFALIAN Annie, de TINGUY Anne, EBEL Robert, DORRONSORO Gilles, ELIE Bruno, « Asie centrale, mouvements transnationaux et stratégies d'influence », *Défense nationale*, août-septembre 2001.
- PEYROUSE Sébastien, « Quine ans d'indépendance, les nouveaux enjeux en Asie centrale » ; *La revue internationale et stratégique*, hiver 2006/2007

- RACINE Jean-Luc, « le cercle de Samarcande : géopolitique de l'Asie centrale », *Hérodote*, 2^{ème} trimestre 1997.
- ROY Olivier, « Les évolutions de l'Asie centrale », *Hérodote*, 2^{ème} trimestre 1997.
- QUESNOT Christian, FOUCHER Michel, DJALILI Mohammed-Reza, ROY Ollivier, « Asie centrale, mouvements transnationaux et stratégies d'influence », *Défense nationale*, juillet 2001.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
<u>I. RUSSIE ET URSS : L'ORIGINE DES NATIONS CENTRE ASIATIQUES</u>	7
<u>11. La politique russe : une influence déterminante</u>	7
111. La conquête des steppes kazakhes	8
112. La domination de la Transoxiane	9
<u>12. La politique soviétique : l'ébauche des nations</u>	9
121. L'autonomie des peuples : première tentative d'indépendance	10
122. La création des républiques socialistes soviétiques comme fondation du nationalisme	11
123. L'affirmation nationale à l'époque soviétique	11
<u>II. L'AFFIRMATION DES ETATS NATIONS</u>	13
<u>21. Le rôle des régimes politiques</u>	13
211. Continuité par rapport à l'URSS	14
212. Changement des régimes politiques	15
213. Des ethnocraties en constitution	16
<u>22. La symbolique identitaire</u>	16
221. L'histoire réécrite	16
222. La nationalisation linguistique	18
223. Les pensées présidentielles : la nation imposée !	19
<u>23. Les autres influences</u>	20
231. Le rôle de l'islam	21
232. Le rôle de la Russie	22
233. Le rôle de l'OSCE	23

<u>III. PANORAMA DES NATIONS EN ASIE CENTRALE</u>	24
<u>31. Le Kazakhstan</u>	24
<u>32. Le Kirghizistan</u>	26
<u>33. L'Ouzbékistan</u>	27
<u>34. Le Tadjikistan</u>	29
<u>35. Le Turkménistan</u>	30
CONCLUSION	32
ANNEXES	
Annexe 1 : Carte de répartition ethnique en Asie centrale	33
Annexe 2 : L'Asie centrale sous domination russe	34
BIBLIOGRAPHIE	35